TL2902

CONSEIL DE L'EUROPE

Centre Européen de la Jeunesse

Strasbourg, le 23 septembre 1988

CEJ/S (88) 4
Or. anglais

MOUVEMENT CHRETIEN POUR LA PAIX

Session d'étude

"Peuples oubliés et opprimés"
les conséquences du colonialisme dans le Tiers-Monde

Strasbourg, 22-29 avril 1988

dans le cadre du programme de 1988
adopté par le Conseil de direction
du Centre Européen de la Jeunesse

RAPPORT

Les exposés et déclarations signés figurant dans ce rapport sont sous la responsabilité de leurs auteurs ; le rapport général est sous la responsabilité exclusive du Mouvement Chrétien pour la Paix.

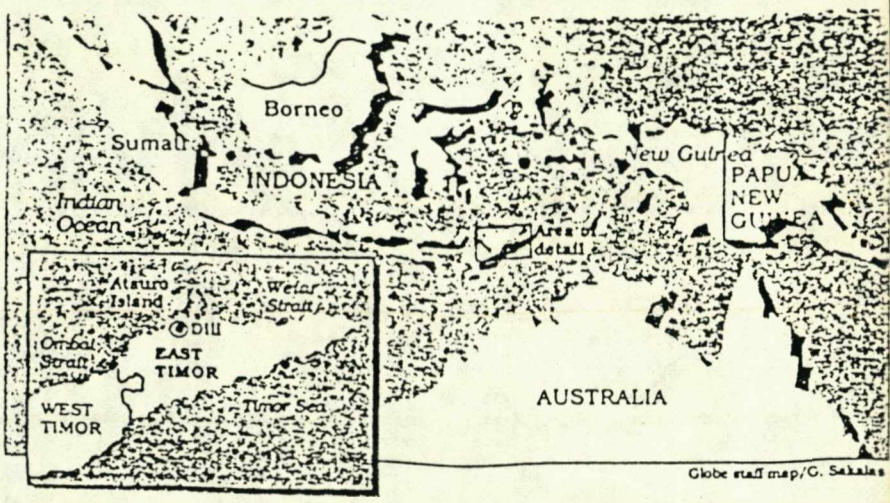
18.154
04.9

30 rue Pierre de Coubertin F - 67000 STRASBOURG

Tel.(88) 61 49 61 - 31 05 31 Telegram : EUROPA Strasbourg Telex : Strasbourg 870943

SOMMAIRE

	Page
Editorial	3
La Campagne Nord/Sud, par Michael INGELDOW	5
Le Droit à l'autodétermination : une condition nécessaire à la paix, par Elisabeth BAUMLIN	8
DES EXEMPLES DE PEUPLES	
I. Namibie, la dernière colonie, par Paul VAN BERGEN	12
II. La Palestine	18
A. Jaffa, être un étranger dans son propre pays, par André MAZAWI	18
B. Les Palestiniens dans les territoires occupés, par Maha NASSAR	19
C. Bédouins dans le Negev, par Younnis ALGRENAWI	21
III. Mon pays : le Sahara Occidental, par Mueina CHEJATU	25
IV. Témoignage : Timor-Oriental, par José GUTERRES	30
Les autres peuples oubliés	33
Les causes de l'oppression et ses formes	34
ATELIERS I	
A. Timor Oriental : l'holocauste caché	37
B. "Toda la Patria o el Martirio !"	42
C. Rapport sur la Namibie	44
ATELIERS II	
A. Résistances et luttes pour la liberté	48
B. La résistance culturelle	50
C. Travail de solidarité dans les pays européens	54
12 propositions pour un travail de solidarité	56
CONCLUSIONS	57
Liste des participants	60



TEMOIGNAGE: TIMOR-ORIENTAL

"J'avais 13 ans lorsque les forces militaires indonésiennes ont envahi Timor-Oriental, le 7 décembre 1975, au point du jour.

Après l'invasion, j'ai pris le maquis et suis devenu un combattant du FRETILIN.

En 1978-79, les troupes indonésiennes lancent une vaste offensive contre le FRETILIN et la population dans les zones occupées par le FRETILIN. Parmi la population, cette opération fit de nombreuses victimes. Dans la région du centre est, par exemple, où je me trouvais à cet époque (sur la côte sud), une partie de la population a été tuée; raids de bombardements massifs par les chasseurs Bronco, grenades à mortier, armes du type obusier, bazookas et bombes incendiaires ont été largement employés. Partout où elles passaient, les troupes indonésiennes détruisaient les cultures, brûlaient les maisons et tuaient le bétail.

La population a dû se rendre à ses assaillants. Un nombre incalculable d'hommes ont été faits prisonniers pendant ces opérations. La plupart de ceux qui se sont rendus ou ont été fait prisonniers, notamment les plus forts ou les plus instruits, étaient accusés par les militaires d'être des guérilleros ou des activistes du FRETILIN; ils étaient alors violemment torturés puis achevés. Les femmes étaient impitoyablement violées par plusieurs soldats avant d'être tuées. Les autres hommes étaient utilisés comme "guides" pour faciliter leur avance; quand les Indonésiens n'avaient plus besoins d'eux, ils étaient tués. Les jeunes entre 13 et 17 ans servaient de porteurs. Les soldats indonésiens dépouillaient les hommes qui se rendaient ou étaient faits prisonniers de tout ce qui pouvait avoir quelque valeur, (montres, anneaux d'or ou d'argent, colliers ...).

"Chaque gardien avait ses propres méthodes de torture, essayant toujours "d'innover" ou de "faire mieux" qu'aux interrogatoires précédents..."

Les guérilleros du FRETILIN qui se rendaient ou étaient soupçonnés d'être dangereux étaient tués. D'autres étaient forcés de mener la marche dans la brousse et de battre contre leurs compatriotes.

En 1979, j'ai été capturé par les troupes indonésiennes; j'ai servi de porteur et de guide. J'ai été libéré la même année, et envoyé dans une partie de ma famille à Dili (capitale de Timor-Oriental). En 1980, dans la banlieue de Dili, des gens ont été exécutés par les troupes indonésiennes, par représailles contre le FRETILIN qui avait organisé une opération contre la station de télévision de Dili. A partir de ce moment, les prisons de Dili ont été submergées de prisonniers. Un mois après, j'ai été arrêté par les

bérets rouges indonésiens; j'ai demandé à l'un d'eux pourquoi, si j'étais coupable, mon arrestation n'intervenait qu'un mois après. Après m'avoir battu, il m'a répondu furieusement qu'il y avait beaucoup de gens à arrêter et à tuer, et que c'était pourquoi mon tour n'était venu qu'un mois après. Pendans les interrogatoires, les prisonniers étaient torturés. Je l'ai été moi aussi.

Chaque gardien avait ses propres méthodes de torture, essayant toujours 'd'innover" ou de "faire mieux" qu'aux interrogatoires précédents:

infliger des :

- chocs électriques
- frapper avec des baguettes en métal ou en bois
- écraser les orteils en les plaçant sous les pieds d'une table sur laquelle officiers et soldats s'assoient
- plonger les victimes attachées dans des cuves pleines d'eau
- infliger des brûlures de cigarette
- infliger des morsures de reptiles, etc.

J'ai assisté à certaines de ces tortures et certaines m'ont été infligées.

Il y avait aussi des femmes parmi les prisonniers; outres les tortures, elles étaient violées avec beaucoup de brutalité.

Pendant la nuit, ils venaient chercher des prisonniers qui disparaissaient alors pour toujours.

Plus tard, j'ai été envoyé en prison; j'ai été enfermé dans une minuscule cellule de un mètre sur deux où s'entassaient neuf personnes. Je ne pouvais dormir, ne sachant pas s'il faisait jour ou nuit. De temps en temps, les gardiens ouvraient la porte, appelaient un prisonnier. Je ne revis jamais ces hommes.

Plus tard, mes amis et moi avons été envoyés sur l'île d'Atauro; c'est une petit île qui appartient à Timor-Oriental et dont les Indonésiens ont fait une prison. Il y avait là environ 5 000 prisonniers.

Nous n'avions pas le droit de parler aux délégations étrangères ou aux journalistes venus visiter l'île. J'y suis resté quatre ans.

Après avoir été relâché, j'ai travaillé pour la Croix-Rouge indonésienne en tant qu'agent d'une branche de cette organisation, appelée "Tracing and Mailing service" (service de dépistage et du courrier), qui coopère avec la délégation de la Croix-Rouge internationale à Timor-Oriental.

Chaque mois, je devais rédiger des rapports sur nos activités et les transmettre aux agents secrets indonésiens. La délégation de la Croix-Rouge internationale était constamment sous leur surveillance. Plusieurs fois, j'ai vu des agents secrets indonésiens voyageant aux côtés de responsables de cette délégation, dans le même hélicoptère. La Croix-Rouge internationale est l'une des trois organisations internationales représentées à Timor-Oriental.

A Timor-Oriental, il existe de nombreuses prisons secrètes où sont détenus quelques prisonniers de Timor, connus de la délégation de la Croix-Rouge internationale, pour certaines; celle-ci n'a cependant pas la permission des autorités indonésiennes pour les visiter.

A Timor-Oriental, personne n'a le droit d'aller d'un endroit à un autre sans le "Surat Jalan", un document qui donne la permission de se déplacer, et n'est délivré que par les autorités militaires indonésiennes.

Avant l'invasion, les habitants de Timor vivaient répartis sur toute l'île; mais, en 1979, l'armée les a obligés à se regrouper dans des hameaux stratégiques, cernés par les troupes indonésiennes, afin de les tenir à l'écart des guérilleros et de pouvoir les surveiller parfaitement.

Conséquence de cette mesure, la population souffre de la faim, beaucoup meurent de maladie, car ils ne disposent d'aucun médicament; de plus, ils ne peuvent cultiver, les hameaux étant trop petits. Le matin, les habitants sont mobilisés à la construction de routes ou à d'autres travaux, comme accompagner les troupes dans leurs patrouilles, ou faire le guet pendant que les soldats dorment. A six heures du soir, tout le monde doit être dans sa hutte; tous ceux qui n'obéissent pas à cette consigne sont accusés d'être en contact avec les guérilleros; ils sont alors arrêtés, torturés ou tués.

A chaque fois que les guérilleros lancent une opération contre les positions des troupes ennemies, les Indonésiens arrêtent, torturent ou exécutent les habitants du hameau le plus proche, en signe de représailles.

Dans les grandes villes de Timor-Oriental, les maisons sont couramment fouillées au milieu de la nuit. Tout est contrôlé: valises, cartes d'identité, placards, etc. Les réunions à caractère privé ne sont pas autorisées; il est interdit de protester ou de parler contre le régime de Suharto.

"Nous sommes conscients que le gouvernement indonésien a l'intention d'exterminer notre peuple ..."

Il n'y a aucune communication téléphonique vers ou en provenance d'autres pays. Tout le courrier en provenance ou à destination du monde extérieur fait l'objet de contrôles préalables.

Après 12 années de souffrances, le peuple de Timor-Oriental ne manifeste aucun signe de rédition; il a prouvé et montré qu'il refusait d'être intégré dans la République indonésienne. Aujourd'hui, l'unité de la population est encore plus forte; elle trouve son expression à travers la convergence nationaliste de ses deux mouvements nationalistes, le FRETILIN et l'UDT. En dépit de toutes les brutales mesures de répression, le peuple participe activement et de façons diverses, au combat contre l'occupation militaire.

Il est important de souligner que, avant l'invasion, notre population dépassait les 700 000 habitants. Durant la guerre qui a suivi l'invasion indonésienne, plus de 200 000 personnes ont été tuées.

Nous sommes conscients que le gouvernement indonésien a l'intention d'exterminer notre peuple. Il en est deux preuves parfaitement évidentes: le programme de planning familial et la transmigration.

Le planning familial prévoit qu'une famille ne doit pas avoir plus de trois enfants (à Timor, il est courant chez nous, qu'une famille ait six à huit enfant); de plus, les femmes sont stérilisées de force.

De nombreuses provinces indonésiennes sont surpeuplées; le gouvernement envoit des natifs indonésiens vivre à Timor, où ils occupent les emplois intéressants et ont droit au meilleur. Un indigène de Timor n'a pas les mêmes droits qu'un transmigrant.

La stratégie mise en oeuvre est en fait très claire: tandis que la population de Timor est exterminée par la guerre, la famine est réduite par une stérilisation forcée, l'île est colonisée par des transmigrants indonésiens dont l'origine ethnique, la culture, la religion et la langue diffèrent des nôtres.

"Si les guérilleros n'avaient pas eu le soutien du peuple, ils se seraient effondrés depuis longtemps".

J'aimerais vous présenter en quelques mots la résistance armée à Timor-Oriental.

Les forces armées du FRETILIN, le FALINTIL, résistent à l'occupation de l'armée indonésienne depuis le début, cela fait maintenant 12 ans. Comment les forces du FRETILIN parviennent-elles à opposer une résistance à l'une des plus grandes armées et parmi les mieux équipées de la région pacifique, sur une petite île et sans le soutien d'autre pays?

Les guérilleros ne sont aidés que par la population locale; c'est ce qui fait la force de cette résistance, le soutien d'une population qui refuse l'intégration. Autrement, cette résistance aurait été anéantie depuis longtemps.

Depuis 12 ans, les guérilleros du FRETILIN n'ont pas reçu la moindre balle, ni le moindre médicament d'autres pays. Même nos voisins (l'Australie, la Nouvelle-Zélande) soutiennent directement ou indirectement la cause du gouvernement indonésien. Les munitions, les armes, les uniformes et les médicaments que les guérilleros se procurent sont récupérés sur le champ de bataille. La population est déterminée à se battre jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière femme, même si les Nations Unies doivent un jour reconnaître l'intégration de Timor-Oriental dans la République indonésienne.

La solution à la question de Timor-Oriental n'est envisageable qu'à travers des négociations de paix, conduites avec les représentants légitimes du peuple, à savoir la convergence nationaliste FRETILIN UDT; autrement, la guerre se poursuivra.

LES AUTRES PEUPLES OUBLIES

Il est impossible d'analyser en profondeur les cas de tous les peuples oubliés et opprimés. Ils sont malheureusement trop nombreux. Nous avons néanmoins pris le temps d'avoir une pensée pour eux et, conscients du risque d'en oublier certains, voici quelques-uns des peuples mentionnés par les participants:

Les KURDES opprimés par la Turquie, l'Iran et l'Irak; les ARMENIENS en Turquie; les CANAQUES en Nouvelle-Calédonie; les INDIENS en Amérique du Sud et dans le nord de l'Amérique centrale; les peuples de l'ERYTHREE et du Tigre, en Ethiopie; les NOIRS en Afrique du Sud; les ABORIGENES en Australie; le peuple d'IRLANDE DU NORD; les BASQUES en Espagne et en France; les peuples du MOZAMBIQUE et les autres peuples victimes des agressions sud-africaines; les LIBANAIS; les CHILIENS et les autres peuples soumis à des régimes dictatoriaux; les CAMBODGIENS; les millions de SANS-ABRIS et d'EXCLUS de nos sociétés; les IMMIGRANTS victimes du racisme et de la xénophobie; les CAMPESINOS en Amérique centrale et en Amérique du Sud; les TAMOULS à Sri Lanka; les peuples de l'IRIAN occidental, opprimés par l'Indonésie; les PRISONNIERS POLITIQUES dans tous les pays; les NICARAGUAYENS, à qui la paix est refusée; les HAITIENS; les ...

LES CAUSES DE L'OPPRESSION ET SES FORMES

LES CONSEQUENCES DU COLONIALISME ET LE SYSTEME ECONOMIQUE MONDIAL ACTUEL

Par Luisa Teotonio Pereira *

Introduction

Il n'est jamais facile de partager une réflexion sur un sujet aussi vaste que celui du colonialisme et du néocolonialisme, en particulier lorsque le temps imparti est très court.

Il s'agit donc de choisir une orientation aussi claire et cohérente que possible, de systématiser de façon simple et évidente faits et idées. Vous conviendrez que ce n'est pas une tâche aisée.

J'ai donc divisé cette présentation en deux parties:

- les caractéristiques générales du colonialisme et du néocolonialisme;
- leurs conséquences.

J'ai terminé cet exposé par quelques questions troublantes sur lesquelles, à mon avis, vous devriez vous arrêter.

1. Colonialisme et néocolonialisme

Commencer cet exposé en définissant les notions de colonialisme et de néocolonialisme n'est pas le plus simple, car toute la difficulté consiste justement à trouver les bonnes définitions.

Quoi qu'il en soit, on peut dire du colonialisme qu'il découle d'une pratique d'occupation d'un territoire donné, imposée à son peuple qui devient alors inférieur et dominé à tous les niveaux. Cette pratique trouve toujours son soutien et sa justification dans une idéologie qui tente de dissimuler les véritables motivations et mécanismes d'un tel système.

Le néocolonialisme, on le devine aisément, trouve ses racines dans le système ci-dessus, mais il provient d'un ensemble de mécanismes invisibles de domination, autrement dit, de relations de domination économique et culturelle, et non de l'occupation du territoire, ou de domination politique.

Ces deux pratiques, dont les conséquences actuelles sont parfaitement connues, sont apparues dans le contexte du développement du système capitaliste, "exigences naturelles" des lois mêmes de ce système. Car, l'expansion sans limite est l'objectif du capitalisme, étant donné que le capital (la richesse amassée) doit permettre, en tout premier lieu, l'accumulation de toujours plus de capital destiné à être investi, de manière à accroître encore la richesse amassée, etc. Il faut bien reconnaître l'absurdité de cette chaîne qui veut que l'objectif du profit soit davantage de profit; mais, en vérité, c'est bien ce système qui règne sur la destinée de notre monde, de tous les peuples, dont nous faisons partie.

Le développement de ce système a exigé la mise en place de deux processus apparemment contradictoires, mais en fait parfaitement cohérents : d'une part, la création de "marchés" de plus en plus grands, sans aucune frontière (au niveau du commerce, bien sûr, mais aussi de la production,

de la distribution et de l'investissement); d'autre part, la centralisation du pouvoir politique, en bref, la création de puissants Etats nationaux susceptibles de protéger les intérêts du capitalisme, c'est-à-dire, l'accumulation permanente de richesses. Il faut donc produire le moins cher possible et, dans le même temps, avoir les garanties suffisantes en cas de crise.

Mais les capitalistes eux-mêmes sont perpétuellement en concurrence. Tout le monde veut réaliser plus de profit que les autres; l'Etat et le pouvoir politique devraient être un moyen, pour ceux qui savent se placer, d'accéder à un pouvoir économique plus grand.

Le contrôle du pouvoir politique est aussi nécessaire, notamment dans les pays du Sud, pour garantir la protection des conditions d'existence et l'expansion du capitalisme. Cela signifie qu'il faut la main-d'oeuvre le meilleur marché possible et un régime policier capable de maintenir le statu quo. Il existe là un lien très étroit avec l'équilibre entre les Etats. C'est un équilibre nécessaire, imparfait. Nous avons tous appris en effet que tous les Etats sont égaux; mais le cliché date, certains Etats sont plus égaux que d'autres. Rien de surprenant alors à ce que le processus de décolonisation ait aussi été favorisé par les capitalistes; c'était une demande naturelle, motivée par un besoin de marchés plus grands, de réserves de matières premières accessibles, choses inconciliables avec le colonialisme qui fait que peu de pays contrôlent les principales zones de production. Cela ne signifie pas, bien évidemment, que le capitalisme était favorable au processus d'indépendance tel qu'il se déroulait dans certains pays. Mais, finalement, le capitalisme a réussi à garder en main les rennes de l'économie mondiale, parce qu'il possédait les moyens financiers nécessaires au développement, ou simplement parce qu'il a su donner le pouvoir à des hommes. Nous sommes tous conscients de ces fonctions de domination "invisibles". Ce que je veux expliquer, c'est que ce nouvel "équilibre en déséquilibre" des Etats, de tous les Etats, puisqu'aujourd'hui le monde tout entier est un grand marché, est une conséquence naturelle du système capitaliste.

Toutes les décisions prises l'ont été dans le sens de la préservation du fonctionnement de ce système.

2. Conséquences du colonialisme

Les motivations exposées ci-dessus sont plus faciles à comprendre à la vue des conséquences du colonialisme, aujourd'hui plus visibles et précises que jamais:

- la dépendance économique; le Nord - c'est-à-dire les multinationales - détient le contrôle du processus de production, décide des matériaux à produire et fixe le prix auquel il les achètera; le Sud continue à produire les matières premières qui sont ensuite transformées dans le Nord; il n'y a pas de transfert de technologie; quant au transfert de richesse, il est à sens unique, du Sud vers le Nord. En fait, les anciennes colonies continuent à subir la domination de leurs anciens colonisateurs;

- le contrôle des populations du Sud;

- la dépendance culturelle, liée à la dépendance économique, dont elle est aussi la conséquence; de plus en plus, les comportements culturels dominants sont imposés et importés du Nord, ce qui aboutit à la destruction de la cohérence sociale de ces peuples;

- racisme et ségrégation;

- frontières artificielles, à l'origine de conflits internes;

- centralisation du pouvoir dans les capitales, associée à une migration de la population rurale, phénomène qui ne fait qu'accroître les problèmes; projets de développements inadaptés aux besoins réels; prolifération des dictatures;

- émergence de nouvelles puissances coloniales comme le Maroc, l'Indonésie, l'Ethiopie, qui ne sont pas seulement la conséquence d'Etats autoritaires, mais aussi l'expression de la nécessité de puissants Etats centralisés (soutenus par les pays du Nord qui cherchent à protéger certains intérêts).

Et cette liste est loin d'être exhaustive.

Je terminerai cet exposé en vous soumettant quelques questions qui méritent votre attention à tous.

3. Questions

1. Nous faisons tous partie intégrante de ce système capitaliste responsable du colonialisme et du néocolonialisme. Que pouvons-nous mettre en oeuvre pour briser ce système?

Comment ces luttes pour la liberté, auxquelles nous prenons part ou apportons notre soutien, peuvent-elles conduire à la construction de pays capables de résister aux contraintes de ce système? Quelles contraintes, en premier lieu?

2. Nous nous trouvons dans une ère de négociations (après les armes stratégiques, l'Afghanistan, l'Amérique centrale...), qui est impliquée dans ce processus? Comment fonctionne-t-il? Qu'adviendra-t-il des conflits régionaux? Que deviendront les peuples ici présentés, joueront-ils un rôle dans ce processus de libération, ou viendront-ils se ranger parmi les entités "oubliées", sans "histoire" et sans droits?

3. Voici une histoire qui se déroule en Guinéee-Bissau: un pêcheur passait quatre heures par jour sur son bateau artisanal. Quelqu'un lui a un jour demandé pourquoi il ne travaillait pas toute la journée. Il a répondu ne pas comprendre, qu'il avait assez pour lui et sa famille; pourquoi alors devrait-il travailler davantage? On lui a aussi dit que s'il travaillait plus, il pourrait avoir un plus gros bateau, pêcher davantage et gagner plus d'argent; il serait alors en mesure d'acheter un autre bateau et d'employer des pêcheurs; il a répondu ne toujours pas comprendre ce qu'il gagnerait à travailler avec d'autres pêcheurs. On lui a expliqué que viendrait un moment où il n'aurait plus besoins de travailler toute la journée, puisque d'autres ferait le travail à sa place. Il ne comprenait toujours pas cette démonstration; en effet, pour lui, c'était déjà le cas, il ne travaillait que quatre heures par jour...

On nous a toujours dit que le progrès, bon ou mauvais, était un acquis pour l'avenir des peuples. Le capitalisme n'est-il pas un progrès par rapport au féodalisme? Les écoles de missionnaires n'ont-elles pas appris aux indigènes à lire? L'industrialisation n'a-t-elle pas constitué un énorme progrès, à l'origine de la richesse des peuples? La contradiction n'est-elle pas présente partout? Lorsque nous participons à des projets de développement dans le tiers-monde et que nous exportons nos modèles économiques et culturels, n'allons-nous pas à l'encontre de la notion du progrès?

4. Nous sommes soumis à une pression constante qui nous empêche de voir la réalité; nous nous retrouvons donc dans l'incapacité de prendre conscience des causes et des conséquences de certains évènements. A cet égard les médias jouent un rôle prépondérant: quels en sont les mécanismes? Comment réagissons-nous?

5. Nos actes nous empêchent aussi de voir la réalité. Exemple: dans les luttes pour la liberté, il nous arrive de ne voir que notre propre combat, ignorant l' (les) expérience(s) de ceux qui participent à d'autres combats; autre exemple au niveau des mouvements de solidarité, nous ne voyons quelquefois que les combats dont nous sommes proches, qui sont plus connus, ou qui, à un moment donné, sont en quelque sorte à la mode: le Vietnam, le Nicaragua...

Merci!

* Luisa Reotonio Pereira est une des responsables du CIDAC (Centre of information and documentation Amilcar Cabral - Centre d'information et de documentation) de Lisbonne; elle travaille régulièrement sur les questions touchant à Timor-Oriental, au Sahara occidental et à l'Afrique. Elle était parmi les pétitionnaires pour Timor-Oriental au Comité spécial de la décolonisation de l'ONU.

ATELIER

TIMOR-ORIENTAL - "THE HIDDEN HOLOCAUST" (L'HOLOCAUSTE CACHE)

Timor-Oriental doit son surnom à sa situation, tellement à l'écart du monde, que seule une poignée de personnes est consciente des évènements tragiques qui ont ravagé la population de cette île peu connue du Pacifique. On a estimé que, sur une population de 700 000 personnes, 200 000 ont péri depuis l'invasion de l'île par les troupes indonésiennes du dictateur, le Général Suharto.

Si l'on procédait à une comparaison au niveau de la population, cela équivaudrait à 36 millions de morts aux Etats-Unis.

Le Boston Sunday Globe, le 13 décembre 1987.

Introduction

Timor-Oriental se trouve à l'extrémité Est des Îles de la Sonde, dans l'archipel indonésien. La partie Ouest de l'île, colonisée par les Hollandais, fait partie de l'Indonésie depuis 1949. Le territoire de Timor-Oriental englobe la partie Est de l'île, d'autres petites îles et l'enclave d'Oecusse dans la partie occidentale.

Timor-Oriental était sous administration portugaise depuis 1702, jusqu'en 1975, date de l'évacuation de l'île par les autorités portugaises; le FRETILIN déclara alors l'indépendance et forma un gouvernement. Le 7 décembre 1975, l'Indonésie envahit l'île par air, mer et terre, sous prétexte d'empêcher l'instauration d'un régime communiste. En décembre 1975, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies déplorent cette invasion et appellent les Etats à respecter de droit de Timor-Oriental à l'autodétermination. En juillet 1976, l'Indonésie intègre ce territoire dans son Etat et, depuis, n'a pas reconnu à l'ONU le droit de discuter la question de Timor-Oriental.

Situation interne

Avant l'invasion, il y avait trois principaux partis politiques: le FRETILIN, l'UDT (Timores Democratic Union: parti démocratique) et l'APODETI, parti en faveur de l'intégration.

Le FRETELIN est le seul parti à subsister sur l'île après l'invasion; il est en fait devenu le seul front populaire de résistance armée contre la politique indonésienne. Politiquement parlant, il rassemble toutes les classes sociales et tous les groupes ethniques, y compris des personnes qui soutenaient un autre parti avant l'invasion.

Avant l'invasion, la population se composait essentiellement de fermiers et de pêcheurs; le café était la principale culture. Les Portugais avaient le contrôle du marché et il y avait des entreprises portugaise/timoraises. Aujourd'hui, l'Indonésie est le seul acheteur de café. Aucune production agricole ne peut être vendue ou donnée ailleurs. Inutile de dire que les prix pratiqués sont ridiculement bas ...

Les restrictions imposées aux déplacements de la population rendent difficiles toutes cultures; une grave malnutrition s'est alors développée dans certaines zones rurales. La nourriture venue d'Indonésie par bateau reste trop cher pour un grand nombre de locaux.

Les médicaments sont si rares que les hôpitaux en manquent; ils sont d'ailleurs tellement chers qu'une grande partie de la population ne peut se les procurer. Les techniques de régulation des naissances par contre, sont gratuitement mises à leur disposition. En fait, l'Indonésie a institué un programme très sévère de régulation des naissances, notamment dans l'intérieur de l'île (où les guérilleros sont très actifs), par l'emploi du Deprovera, un vaccin interdit dans les pays occidentaux.

Ce programme est financé par la Banque Mondiale. Certains hommes et eertaines femmes ont été stérilisés sans en avoir été informés. Parallèlement, par l'intermédiaire du programme de transmigration, l'Indonésie envoit des milliers de colons de Java à Timor-Oriental.

L'Eglise à Timor-Oriental

A Timor-Oriental, l'Eglise se trouve obligée de travailler indirectement avec les Indonésiens. Quelques prêtres, cependant, ont rejoint le maquis lors de la campagne militaire indonésienne de 1978/79, sans toutefois prendre les armes.

Tous les jours, les gens se rendent à l'église pour demander de l'aide. Mais l'Indonésie fait construire des Mosquées. L'année dernière, les troupes indonésiennes ont cassé plusieurs statues de la Sainte Vierge; force leur a été de constater que cela ne faisait qu'accroître la colère du peuple. Aujourd'hui, leur stratégie consiste à essayer d'acheter les prêtres, en proposant de leur offrir de belles chapelles toutes neuves. Et les prêtres endettés... De la même façon, les Indonésiens autorisent les catéchistes à enseigner aux enfants; en contrepartie, ils leur confèrent un statut de fonctionnaires, donc payés par l'Etat, ce qui leur permet de les surveiller.

Le précédent évèque catholique romain était un conservateur, mais, face aux atrocités des envahisseurs, il a pris très nettement position. Le Vatican lui a alors demandé de partir. L'actuel évèque, Mgr Ximenes Belo est un Timorais.

Il faut souligner que l'Indonésie tolère six religions officielles et tous les citoyens doivent professer l'une de ces religions. Toute personne ne se conformant pas à cette règle est considérée comme communiste et donc éliminée. En Indonésie, l'Eglise a peur du changement, convaincue que la majorité musulmane prendrait plus de pouvoir; c'est pourquoi, elle a plutôt tendance à coopérer avec le régime actuel. Le système éducatif est sous le contrôle exclusif des Indonésiens qui déterminent les programmes à leur convenance. La seule école où le portugais est encore enseigné est propriété de l'Eglise, mais des rumeurs relatives à sa prochaine fermeture courent déjà.

La situation régionale

L'Indonésie a subi l'influence des USA, en matière d'enseignement notamment, mais aussi celle de ses diverses cultures, celle des Javanais plus particulièrement, qui tentent de dominer toute l'Indonésie. La plupart de ces régions ont acquis leur indépendance au même moment, excepté Brunei.

En Indonésie, la société n'a aucune liberté: sa structure est celle d'une hiérarchie, depuis les militaires jusqu'aux paysans, sans véritable classe moyenne.

L'Indonésie est devenue une puissance régionale qui veut jouer un rôle à l'échelle internationale, ce qu'elle a fait entre Kampuchéa et le Vietnam. Elle est membre fondateur de l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), organisation tournée vers l'Occident, dont les membres sont économiquement dominés par les pays occidentaux. Néanmoins, l'Indonésie essaie de développer des relations avec l'URSS qui a récemment accru son activité économique dans le pays.

Mais la stratégie de l'Indonésie vise véritablement à se placer en tant que protecteur des petites nations de la zone pacifique, ainsi que cela s'est produit dans les Iles Salomon et les Fidgi, notamment en incitant des gouvernements favorables à ses positions à l'occupation. Son idéologie est expansionniste; elle a essayé d'envahir la Malaisie en 1963; elle a envahi la Papouasie occidentale et veut continuer avec Timor-Oriental.

L'importance internationale de l'Indonésie s'explique en grande partie par son rôle de fondateur du mouvement des pays non alignés. Elle essaie d'obtenir le soutien des pays du tiers monde pour la politique qu'elle mène à Timor-Oriental, s'appuyant sur sa réputation de bastion de l'anti-colonialisme. En réalité, elle est en train de devenir un pays colonialiste.

Lors du prochain sommet des pays non alignés, en septembre, l'Indonésie va tout mettre en oeuvre pour obtenir la présidence du mouvement à la place du Nicaragua; dure tâche en effet, car de nombreux pays condamnent son intervention à Timor-Oriental. De plus, accéder à la présidence signifierait obtenir la reconnaissance de sa politique.

Le Japon et l'Australie ont également beaucoup d'intérêts en Indonésie, le pétrole notamment.

La situation diplomatique

Après l'invasion, le Portugal a pris la défense des droits du peuple de Timor-Oriental au plan international.

- Timor-Oriental figure toujours sur la liste du Comité spécial de la décolonisation de l'ONU, en tant que pays non autonome, et fait chaque année l'objet de débats.

- Depuis l'invasion et jusqu'en 1982, cette question a fait l'objet de débats annuels au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies, ralliant toujours de nouveaux pays en faveur de la position de l'Indonésie. Par conséquent, le Portugal a demandé qu'une résolution soit présentée afin que l'Assemblée générale incite l'Indonésie et le Portugal à rechercher un compromis. Le Secrétariat général a reçu mandat de promouvoir ces négociations et, depuis, le problème n'a pas été abordé par l'Assemblée générale.

- Le soutien international se manifeste à trois niveaux:

- Les Etats qui soutiennent l'Indonésie, de façon contradictoire quelquefois : l'URSS soutient Timor-Oriental aux Nations Unies, mais pas diplomatiquement. La Yougoslavie assiste toujours aux célébrations officielles organisées par l'Indonésie à Timor-Oriental. La plupart des pays d'Europe occidentale soutiennent l'Indonésie ou s'abstiennent. On s'attend à un changement de cette situation avec l'entrée du Portugal dans la CEE. L'Indonésie bénéficie également du soutien des pays de l'OPEP, de ceux qui lui vendent des armes, des Etats musulmans, de certains non alignés et de tous ceux qui ont des intérêts économiques importants à défendre dans cette région.

- Les mouvements de solidarité.

Ils sont présents surtout en Europe, en Amérique du Nord et dans la zone pacifique. Ils bénéficient du soutien solide de certains de leurs parlementaires.

- Les Eglises

Les Eglises ont récemment accentué leur soutien en faveur de Timor-Oriental. Le Concile mondial des Eglises est favorable à la cause de Timor-Oriental, sans l'affirmer publiquement, à cause des intérêts de l'Eglise protestante en Indonésie. Au cours des quatre dernières années, ont eu lieu des consultations annuelles sur cette question, réunissant des Eglises et des mouvements de solidarité du monde entier.

Alors, que pouvez-vous faire?

- Vous joindre à votre groupe de solidarité national ou local
- Prendre contact et apporter votre soutien aux réseaux qui luttent contre les ventes d'armes à l'Indonésie (R.U, Espagne, France, Allemagne de l'Ouest, U.S.A, Canada...)

- Faire pression contre le financement du programme de transmigration par la Banque Mondiale.

Notre objectif à tous doit consister tout d'abord à INFORMER, puis à élaborer des stratégies contre la politique du régime indonésien qui, c'est incroyable mais vrai, bénéficie d'une BONNE réputation mondiale. En priorité: EXIGER QUE LE PEUPLE DE TIMOR-ORIENTAL PARTICIPE A TOUTES LES NEGOCIATIONS QUI CONCERNENT L'AVENIR DE SON PAYS.

* Pas seulement en matière d'éducation, malheureusement. L'allégation selon laquelle le Président Gerald Ford et Henry Kissinger auraient, à l'occasion de leur visite à Jakarta, donné le feu vert à l'invasion indonésienne, n'a jamais été contredite. Et, aux Nations Unies, les USA se sont toujours abstenus, ce qui est une manière subtile de soutenir l'Indonésie ...